

FAITS MARQUANTS DES OS 34 ET DES GTS : MARDI, 7 JUIN 2011

Mardi matin, les séances plénières d'ouverture du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP) et de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) se sont tenues. Dans la matinée et dans l'après-midi, a eu lieu la plénière d'ouverture du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA). Le groupe de contact de l'AWG-LCA s'est également réuni dans l'après-midi. La séance plénière d'ouverture de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) est demeurée suspendue tout au long de la journée.

AWG-KP

Procédant à l'ouverture de la reprise de l'AWG-KP 16, le Président Adrian Macey (Nouvelle Zélande) a rappelé l'ordre du jour adopté, la note de scénario résultant des pourparlers de Bangkok et la note de scénario pour cette réunion (FCCC/KP/AWG/2010/18/Add.1 et FCCC / KP / AWG/2011/1-3). Il a indiqué qu'Andrea Garcia-Guerrero (Colombie) animera les consultations avec les groupes régionaux sur l'élection d'un rapporteur et que l'élection aura lieu lors de la séance plénière de clôture de l'AWG-KP. Il a également présenté le rapport de l'atelier de l'AWG-LCA sur les mesures d'atténuation entreprises par les pays développés (FCCC/KP/AWG/2011/7).

Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres a noté qu'en dépit des lacunes dans le financement, le Secrétariat a entrepris des évaluations techniques des soumissions des parties visées à l'Annexe I sur les niveaux de référence en matière de gestion forestière, tel que recommandé par la Décision 2/CMP.6 (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie). Macey, le Président de l'AWG-KP, a souligné la nécessité de résoudre les questions politiques clés et d'évoluer sur les questions d'ordre technique. Il a proposé que l'AWG-KP poursuive les travaux au sein d'un seul groupe de contact sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I.

DÉCLARATIONS D'OUVERTURE: L'Argentine, au nom du G-77/CHINE, a réitéré leur préoccupation concernant la lenteur des progrès sur une deuxième période d'engagement, et a mis l'accent sur la nécessité de réduire l'écart entre les promesses d'une part, et l'exigence scientifique et la responsabilité historique, d'autre part. Il a souligné que la

volonté politique est essentielle pour l'accomplissement des progrès sur les problèmes d'ordre technique, et a déclaré que la pertinence du Protocole de Kyoto ne doit pas être compromise.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a appelé à un nouveau régime climatique mondial efficace, et à une discussion sur la contribution du Protocole de Kyoto à ce système. Elle a identifié les éléments du Protocole de Kyoto qui devraient former la base d'un cadre global fondé sur des règles, et a appelé à un accord pragmatique que les parties seront en mesure de ratifier.

L'UNION EUROPEENNE (UE) a réitéré sa volonté à considérer une deuxième période d'engagement conformément à ses conditions énoncées précédemment, y compris un niveau global d'ambition permettant d'atteindre l'objectif de 2 ° C. La Grenade, au nom de l'AOSIS, a demandé de se concentrer sur les parties qui souhaitent conclure un accord sur une deuxième période d'engagement du Protocole, et de voir si et comment leurs conditionnalités ont été approuvées ou peuvent l'être. Elle a souligné la nécessité d'une contribution politique, et a déclaré que les questions d'ordre technique et juridique devraient être examinées une fois que les étapes précédentes auront été adoptées.

La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a déclaré qu'un accord sur une deuxième période d'engagement à Durban est «absolument indispensable». Il s'est dit préoccupé par la lenteur des progrès et le manque d'engagement pour une deuxième période d'engagement de plusieurs parties au Protocole. La Papouasie-Nouvelle Guinée, au nom de la Coalition des Nations de Rainforest, a parlé de la création d'un nouveau mécanisme dans le cadre du Protocole comme moyen le plus efficace pour la mise en œuvre de REDD +.

Le Mexique, au nom du GROUPE POUR L'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE (GIE), a exprimé leur engagement à œuvrer pour l'achèvement rapide des travaux de l'AWG-KP, afin d'éviter un décalage entre les périodes d'engagement, et a souligné les liens entre les deux pistes de négociations.

La Gambie, au nom des PMA, a souligné la nécessité de résoudre toutes les questions en suspens à Bonn. Il a rappelé aux parties qui s'éloignent du Protocole que les mécanismes de flexibilité font partie intégrante de ce dernier, et a souligné la nécessité de maintenir le Mécanisme de Développement Propre (MDP) et le Fonds pour l'adaptation.

L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a décrit le Protocole comme l'instrument juridique le plus important pour la lutte contre les changements climatiques et a appelé les pays visés à l'Annexe I à respecter leur engagement juridique pour une deuxième période d'engagement.

La Bolivie, au nom de L'ALLIANCE BOLIVARIENNE POUR LES AMERIQUES (ALBA), a décrit Cancun comme un recul pour l'AWG-KP et a appelé à un accord sur une deuxième période d'engagement à Durban.

Le MEXIQUE, en tant que Président de la CdP / RdP, a parlé de la nécessité d'éviter un écart entre les périodes d'engagement et a déclaré que les deux pistes de négociations doivent être maintenues lors des travaux des parties en vue d'un accord. À propos de la prochaine rencontre à Durban, l'AFRIQUE DU SUD, en tant que futur président, a pris note des défis, mais a exprimé son optimisme que les discussions continueront à insuffler la confiance dans le processus de la CCNUCC. Elle a souligné la nécessité d'un compromis sur des problèmes insolubles pour éviter l'«unilatéralisme compétitif».

TUVALU a déclaré que la proposition révisée du Président sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I (FCCC/KP/AWG/2010/CRP.4/Rev.4) ne constitue pas une base appropriée pour la poursuite des travaux et a souligné que les négociations de l'AWG-KP doivent être menées uniquement par les parties qui ont l'intention de continuer à faire partie du Protocole de Kyoto.

Le RÉSEAU ACTION CLIMAT (CAN) a souligné l'importance de l'objectif de 1,5 ° C, de l'amélioration des engagements et de la nécessité de veiller à ce que les objectifs quantifiés de réduction des émissions soient justes et équitables. L'International Emissions Trading Association, au nom des BINGO, a décrit le MDP et la mise en œuvre conjointe (MOC) comme des résultats "tangibles" qui devraient être sécurisés et développés en même temps qu'un accord à long terme, et a demandé instamment d'éviter un décalage entre les périodes d'engagement. Freedom from Debt, au nom des ONGE, a souligné l'insuffisance des engagements actuels pour atteindre l'objectif sur le réchauffement. La Fédération norvégienne pour l'environnement et le développement (NFED), au nom des YOUNGO, a appelé à un leadership clair des parties de l'Annexe I, et à une «course vers le sommet».

SBI

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le Président du SBI, Robert Owen-Jones (Australie), a ouvert la session. Il a expliqué que sur la base des consultations approfondies avec les parties, un ordre du jour provisoire révisé (FCCC/SBI/2011/1/Rev.1) a été publié, mais que les parties ne sont pas encore prêtes à l'adopter dans son intégralité. Il a proposé que les parties commencent le travail sur les points suivants de l'ordre du jour provisoire : le mécanisme de financement; l'Article 6 de la Convention (éducation, formation et sensibilisation du public)); les Articles 4.8 et 4.9 de la Convention (mise en œuvre de la décision 1/CP.10 sur le programme de travail de Buenos Aires); l'Article 3.14 du Protocole (effets défavorables des mesures de riposte); la technologie; le renforcement des capacités en vertu de la Convention et du Protocole; l'amendement au Protocole en ce qui concerne le respects des dispositions; les appels contre les décisions du Conseil exécutif du MDP; les dispositions pour les réunions intergouvernementales; et les questions administratives, financières et institutionnelles. Owen-Jones, le Président du SBI, a déclaré que les consultations se poursuivront sur les questions en suspens, en vue de l'adoption de l'ordre du jour à une date ultérieure.

La Gambie, au nom des PMA, soutenue par la République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, et par le NICARAGUA, s'est opposée à l'adoption de l'ordre du jour sans le point sur les plans nationaux d'adaptation pour les PMA, tel que prévu dans la Décision 1/CP.16. L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que la question relative au forum sur la mise en œuvre des mesures de riposte devrait également être incluse, et a observé que de nouvelles consultations sur certains éléments impliquent que ces éléments étaient en suspens. L'UE s'est dit favorable à l'examen de toutes les questions dans le cadre «d'un ensemble global» et a fait une mise en garde contre "l'isolement" de certains éléments.

Soulignant le rôle central de l'adaptation pour tous les pays en développement et la nécessité de l'équilibre, la COLOMBIE a appuyé la proposition du Président comme un moyen positif et pragmatique pour aller de l'avant. La Grenade, au nom de l'AOSIS, et l'AUSTRALIE ont également appuyé la proposition, et l'AUSTRALIE a déclaré que «les gouvernements ne peuvent pas se permettre un autre ordre du jour à six millions de dollars.» La BOLIVIE a demandé de consigner dans le compte rendu de la réunion que la Décision 1.CP/16 a été adoptée en dépit de l'opposition formelle et explicite d'une partie à la Convention.

L'AFRIQUE DU SUD a proposé d'ajouter, dans la liste des points sur lesquels les travaux commenceront en attendant les consultations sur les questions en suspens, le point de l'ordre du jour relatif à un forum sur l'impact de la mise en œuvre des mesures de riposte, et un point modifié de l'ordre du jour sur les plans nationaux d'adaptation (point 8). Il a proposé de modifier le point 8 ainsi qu'il suit : "les modalités et les directives pour un processus visant à permettre aux PMA de formuler et d'appliquer des plans nationaux d'adaptation qui pourraient être utilisés par d'autres pays en développement." L'AUSTRALIE et les ÉTATS-UNIS sont opposés à cette proposition, soulignant qu'elle ne reflète pas l'équilibre, tandis que la TANZANIE et l'ARABIE SAOUDITE ont appuyé la proposition.

Owen-Jones, le Président du SBI, a ensuite annoncé qu'il tiendra plus tard dans l'après-midi, des consultations informelles sur les points en suspens de l'ordre du jour, et a réitéré sa proposition initiale. Les PMA et l'ARABIE SAOUDITE se sont opposés à cette proposition. Notant l'absence de consensus sur la marche à suivre, le Président Owen-Jones a déclaré que les consultations informelles sur l'ordre du jour se poursuivront dans l'après-midi, et a suspendu la séance.

AWG-LCA

Procédant à l'ouverture de la reprise de l'AWG-LCA 14, le Président Daniel Reifsnyder (États-Unis) a indiqué que l'ordre du jour adopté à Bangkok (FCCC/AWGLCA/2011/5) fournira la structure et la portée des travaux de l'AWG-LCA et englobe les travaux pour mettre en œuvre la Décision 1 / CP.16 (résultat des travaux de l'AWG-LCA) et les questions non encore résolues.

ACTIVITÉS DE L'INTERSESSION: En tant que Président de la CdP, le Mexique a fait rapport sur les activités visant à faciliter la poursuite des négociations, notamment: une réunion ministérielle tenue en mars sur la mise en œuvre des Accords de Cancun ; des réunions informelles avec les groupes d'observateurs ; la première réunion du Comité de transition pour la conception du Fonds vert pour le climat, en avril ; et un Dialogue ministériel sur l'adaptation, organisé conjointement avec l'Afrique du Sud, en mai. Elle a indiqué qu'ils tiendront de nouvelles consultations au cours des prochains mois, en collaboration avec l'Afrique du Sud.

En sa qualité de prochain Président, l'AFRIQUE DU SUD a annoncé des consultations samedi sur les résultats de Durban.

La FRANCE a souligné l'Initiative Climat Paris-Nairobi pour l'accès universel à l'énergie propre en Afrique, qui a tenu sa première réunion au niveau ministériel en avril.

Le Secrétariat a présenté les activités entreprises par le Comité de transition pour la Conception du Fonds vert pour le climat, y compris sa première réunion à Mexico City en avril, et son premier atelier technique en juin à Bonn. Elle a déclaré qu'un événement d'information séparé sur le Comité de transition aura lieu pendant la réunion de Bonn.

Au sujet du financement de démarrage rapide, Reifsnyder, le Président de l'AWG-LCA, a attiré l'attention sur les soumissions des parties », a déclaré qu'un document d'information sera publié après Bonn, et a indiqué son intention de tenir une séance d'information séparée à Bonn.

DÉCLARATIONS D'OUVERTURE: L'Argentine, au nom du G-77/CHINE, a mis en garde contre le transfert des questions de l'AWG-LCA, aux organes subsidiaires, et a déclaré que les questions spécifiques recommandées pour examen par le SBI dans la Décision 1/CP.16 doivent conduire à un résultat équilibré de l'AWG-LCA. Le G-77/CHINE a également souligné la nécessité d'une autre séance de négociations avant la session de Durban.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a déclaré que la mise en place d'un nouveau régime prend du temps, et a décrit Durban comme la prochaine étape du processus qui peut aller au-delà des engagements de Cancun. Elle a souligné, entre autres, l'importance de la surveillance, notification et vérification (MRV) par les pays développés et les pays en développement pour l'examen qui débute en 2013. Notant qu'un nouveau traité n'est pas envisagé à Durban, elle a appelé à la mise en place d'institutions et de processus qui servent de base à une future mesure d'ordre juridique.

Notant que la fenêtre d'opportunité pour atteindre l'objectif de 2 ° C est en train de se rétrécir, l'UE a souligné la nécessité d'accélérer les travaux sur la mise en œuvre des Accords de Cancun, en particulier concernant les mesures d'atténuation. Il a exhorté à l'amélioration du niveau d'ambition, a souligné l'importance de MRV, et a appelé à un cadre global juridiquement contraignant.

Le Belarus, au nom des PAYS EN TRANSITION ÉCONOMIQUE, a souligné l'importance du transfert des technologies et du renforcement des capacités.

La Suisse, au nom du GIE, a appuyé le travail au sein d'un seul groupe de contact, avec des sous-groupes, a noté l'utilité des ateliers, et a appelé à l'établissement rapide d'un registre et à l'adoption de lignes directrices pour les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN), aussi bien les mesures à la recherche d'un soutien international que les autres.

La Grenade, au nom de l'AOSIS, a déploré l'absence d'urgence dans la recherche de solution au réchauffement probable de 3 à 4 ° C, et a souligné que, bien que les Accords de Cancun aient représenté un pas en avant, ils n'ont toujours pas de portée, de substance et d'ambition.

L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a déclaré que le succès à Durban dépend de l'obtention des résultats équilibrés fondés sur les principes de la Convention, y compris le principe de responsabilités communes mais différenciées.

La Gambie, au nom des PMA, a appelé, entre autres: à des objectifs plus stricts; un cadre global; des programmes d'adaptation à court terme, à moyen terme et à long terme; et un financement à long terme.

La République démocratique du Congo, au nom du GROUPE AFRICAIN, a appelé, entre autres: au renforcement de l'évaluation et de la surveillance internationales des pays développés; une décision de la CdP 17 sur le financement à long terme et l'entrée en vigueur du Fonds vert pour le climat; et des mesures d'adaptation urgentes, y compris par le biais du Comité d'adaptation créé à Cancun. Il a déclaré que le niveau de financement n'est pas une somme fixe, mais dépend des mesures d'atténuation adoptées.

Le Venezuela, au nom de l'ALBA, a souligné que le processus est axé sur les parties et a appelé à faire plus d'efforts pour rétablir la confiance et stimuler un esprit de coopération à travers des consultations franches et inclusives.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la Coalition des Nations de Rainforest, a souligné que REDD + offre des mesures rapides et économiques pour atténuer les changements climatiques. Elle a appelé au décaissement des fonds promis, en particulier pour REDD +, et a suggéré que les options de financement pour des questions éventuelles de REDD + soient examinées dans le cadre de l'AWG-LCA, y compris, mais pas exclusivement, les mécanismes fondés sur le marché.

La Chambre de commerce internationale, au nom des BINGO, a appelé, entre autres, à la prévisibilité à travers les objectifs à moyen et à long terme, à un processus clair pour le Mécanisme de la technologie et à de nouveaux outils de financement sur les mécanismes fondés sur le marché et non fondés sur le marché.

Appuyant l'inclusion de l'agriculture dans les négociations, la Confédération internationale pour l'agriculture biologique, au nom des ONG des AGRICULTEURS, a souligné l'importance de l'agriculture pour la sécurité alimentaire locale et mondiale.

La Confédération syndicale internationale, au nom des ONG des SYNDICATS, a souligné qu'un accord juste et ambitieux constitue l'unique moyen de protéger les travailleurs vulnérables, et a indiqué qu'il ne peut y avoir aucune possibilité de justice sociale dans un climat de chaos.

ORGANISATION DES TRAVAUX: Reifsnyder, le Président de l'AWG-LCA, a ensuite proposé l'organisation des travaux (FCCC/AWGLCA/2011/5), et les délégués ont convenu de procéder à l'examen de fond de tous les points à l'ordre du jour au sein d'un seul groupe de contact. Il a exhorté les parties à proposer un projet de texte pour faciliter les négociations et a indiqué que des réunions de bilan du groupe de contact seront organisées pour informer les parties et les observateurs sur les progrès accomplis.

GROUPE DE CONTACT DE L'AWG-LCA

Dans l'après-midi, Reifsnyder, le Président de l'AWG-LCA a ouvert le groupe de contact. Il a proposé de mener les travaux du groupe de contact par le biais des consultations informelles sur: une vision commune, animées par la vice-présidente de l'AWG-LCA, Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe); l'atténuation par les pays développés, animées par Christian Pilgaard (Danemark) et José Alberto Garibaldi Fernández (Pérou), les MAAN des pays en développement, animées par Pilgaard et Garibaldi Fernández; REDD +, animées par Antonio Gabriel Viña (Philippines); les approches sectorielles et les mesures spécifiques au secteur, animées par George Mulama Wamukoya (Kenya); les approches diverses, y compris les possibilités d'utilisation des marchés afin d'améliorer le rapport coût-efficacité et promouvoir les mesures d'atténuation, animées par Giza Gaspar Martins (Angola); les mesures de riposte, animées par Alfred Ndungu Gichu (Kenya); l'adaptation, animées par Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago); les finances animées

par Georg Børsting (Norvège) et un autre facilitateur non encore identifié; le transfert des technologies, animées par Jukka Uosukainen (Finlande); le renforcement des capacités, animées par Uosukainen; l'examen, animées par la vice-présidente de l'AWG-LCA, Mukahanana-Sangarwe; les options juridiques du résultat convenu, animées par María del Socorro Flores (Mexique); et les questions diverses - les économies en transition et les pays en situations particulières, animées par Kunihiko Shimada (Japon).

Reifsnnyder, le Président de l'AWG-LCA, a indiqué qu'il surveillera les progrès accomplis et fournira des directives aux groupes informels, et a déclaré que le groupe de contact de l'AWG-LCA tiendra régulièrement des réunions de bilan.

Le délégué des PHILIPPINES a demandé des précisions sur la manière dont les séances d'information sur les travaux du Comité de transition et sur le financement de démarrage rapide, ainsi que les ateliers prévus pour cette session, seront intégrés dans les travaux de l'AWG-LCA. Elle a également souligné que le texte devra émaner essentiellement des parties, et que les animateurs fourniront un texte uniquement à la demande des parties. Reifsnnyder, le Président de l'AWG-LCA, a précisé qu'il n'existe pas de lien formel entre les séances d'information et les travaux de l'AWG-LCA. Il a également convenu que, dans un premier temps, le texte doit être produit par les parties.

TUVALU s'est dit préoccupé par la manière dont les consultations sur REDD + ont été menées à Cancun, et a souligné qu'aucune des réunions du groupe de contact n'y a siégé pour examiner la question ou approuver des conclusions ou des documents. Soulignant la nécessité de la transparence et de l'inclusion, il a proposé, et la BOLIVIE et le NICARAGUA l'ont appuyé, que les discussions sur REDD + se tiennent dans un groupe de contact, plutôt que dans un sous-groupe ou dans des consultations informelles, afin d'assurer la participation des peuples autochtones et autres parties prenantes, et que les animateurs soient choisis parmi les pays visés à l'Annexe I et ceux non visés à l'Annexe I qui n'ont pas d'intérêt matériel ou financier dans l'issue des négociations sur REDD +. Reifsnnyder, le Président de l'AWG-LCA, a indiqué que REDD + va au-delà du financement de REDD +, raison pour laquelle un groupe informel a été proposé pour un examen élargi des questions REDD +.

Le représentant des États-Unis a souligné que les réunions de bilan fourniront des informations sur les progrès accomplis, ce qui permettra la participation des observateurs. Il a également indiqué que les parties pourront décider d'autoriser les observateurs à participer aux groupes informels. La PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE, avec le GUYANE, le SURINAME et le CAMEROUN, a appuyé la proposition du Président de l'AWG-LCA, et la PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE a souligné que Tuvalu ne représente pas les pays forestiers. Elle a souligné qu'elle ne supporte pas les tactiques de Tuvalu consistant à cibler des pays tels que la Norvège, qui font preuve de leadership sur cette question.

Reifsnnyder, le Président de l'AWG-LCA, a rappelé qu'il revient aux parties dans chaque groupe informel de décider d'ouvrir ou non la participation aux observateurs. Il a proposé que les parties convoquent une réunion du groupe informel sur REDD + pour statuer sur la participation des observateurs. Notant que la transparence et l'inclusion constituent des sujets suffisamment préoccupants, il a déclaré qu'il serait surpris que les observateurs ne soient pas admis dans les réunions.

Reifsnnyder, le Président a ajouté que si la question n'est pas résolue de façon satisfaisante, elle pourra alors être abordée lors des réunions de bilan du groupe de contact.

DANS LES COULISSES

Mardi a été une journée un peu plus chargée à Bonn, étant donné que les travaux ont commencé sur les questions à long terme dans le cadre des deux groupes de travail spéciaux. Pendant les séances plénières d'ouverture, un certain nombre de délégués ont exprimé des préoccupations quant au manque d'ambition concernant l'atténuation. Plusieurs d'entre eux ont également attiré l'attention sur les données publiées récemment par l'Agence internationale de l'énergie qui montrent qu'en 2010, les émissions mondiales des gaz à effet de serre ont été plus élevées que jamais auparavant.

Dans leur quête de solutions, bon nombre ont assisté à un événement spécial à l'heure du déjeuner, organisé par le SBSTA et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur le nouveau Rapport spécial du GIEC sur les Sources d'énergies renouvelables et l'atténuation des changements climatiques. Bien que le rapport ait réaffirmé l'augmentation continue des émissions, il a également donné aux délégués des raisons d'être optimistes. Les messages du GIEC incluaient que le potentiel technique des technologies des énergies renouvelables dépasse la demande actuelle et que par conséquent, l'augmentation des énergies renouvelables constitue un défi pas autant technique qu'économique. Le rapport a également attiré l'attention sur le rôle que les énergies renouvelables pourraient jouer dans la réalisation de scénarios de stabilisation base. "Ce fut un événement intéressant», a commenté un négociateur par la suite, "mais cela a aussi montré que dans les négociations, nous devons travailler encore davantage sur l'atténuation»

Pendant ce temps, la bataille sur les ordres du jour du SBI et du SBSTA agendas entrainé dans sa deuxième journée. Dans la matinée s'est tenue l'ouverture du SBI qui a tenté d'aller de l'avant, mais a dû retourner rapidement à des consultations informelles qui se sont poursuivies jusque tard dans la soirée. Vers la fin de l'après-midi, Konaté, le Président du SBSTA, a annoncé que le point de l'ordre du jour du SBSTA sur la REDD a été résolu, mais que les discussions relatives au forum sur les mesures de riposte se poursuivent. Dans les coulisses, certains négociateurs ont indiqué que la pierre d'achoppement clé de l'ordre du jour du SBI porte sur le MRV, et que le point proposé relatif à un forum sur les mesures de riposte a fait l'objet de controverse sur les deux ordres du jour.

Un expert technique exaspéré a exprimé la crainte que «les problèmes d'ordre technique ne soient en train d'être pris en otage dans les discussions sur la politique», et un autre négociateur chevronné a souligné la «prolifération des mesures de riposte» dans les ordres du jour. Le soir venu, les projecteurs se sont tournés vers l'arrière salle bondée où les questions apparemment insolubles devaient être résolues, et un négociateur impatient a suggéré «l'envoi à l'intérieur de l'équipe spéciale d'intervention pour libérer les ordres du jour pris en otage.»